

Avant-propos : la perte en héritage

Nigel Fisher

Alors que la guerre en Syrie est loin de prendre fin, l'ampleur du déplacement continue d'augmenter. La crise se prolongeant, les réfugiés et les PDI ont maintenant besoin de soutien pour leur protection, leur rétablissement, et leurs projets immédiats et à long terme.

La guerre civile en Syrie a déplacé un nombre impressionnant de Syriens qui ont fui leurs habitations et leurs communautés. D'ici août 2014, on estimait que près de 6,45 millions d'entre eux étaient déplacés à l'intérieur du pays et que plus de 2,9 millions d'autres se trouvaient en exil, réfugiés au-delà des frontières de la Syrie, vivant pour la grande majorité dans les pays voisins. De fait, la moitié de la population syrienne est déracinée, appauvrie, et une grande partie d'entre elle se trouve bloquée dans des zones difficiles d'accès – et ces chiffres ne sont très probablement qu'une sous-estimation. Cela provoque-t-il un tollé international, des expressions de colère et de solidarité ? Eh bien, oui, de la part des organisations de droits de l'homme, de l'UNERWA, de la Coordonnatrice des affaires humanitaires des Nations Unies, Valérie Amos devant le Conseil de sécurité, ainsi que dans les médias des pays voisins. Mais de manière générale ? La Syrie ne fait plus vraiment la une des journaux – chassée non seulement par Gaza et l'Irak mais délaissée aussi par l'indifférence.

« Déplacé ». Un petit mot tellement anodin. Mais avec son utilisation devenue courante, associée à des chiffres toujours plus élevés que l'esprit arrive difficilement à envisager, sommes-nous devenu insensibles au drame humain et aux faits dévastateurs cachés derrière le déplacement qui se produit aujourd'hui en Syrie ? Hors de vue, derrière ce terme plutôt neutre, on trouve répétés à l'infini des millions de récits de séparation familiale ; de perte d'enfants, de parents, d'amis, d'habitations, de quartiers entiers ; et la terreur causée par les bombes qui descendent en rafales, par les exactions des extrémistes, les représailles contre des parents emprisonnés, torturés, violés, disparus ou tués. Le déplacement, pas une fois, ni deux ou trois fois, mais un déracinement multiple – chez les voisins ou dans son propre quartier dans ce qui reste des bâtiments détruits, le déplacement à l'intérieur de son propre district ou gouvernorat, ou en dernier recours, la fuite à travers les frontières vers un avenir incertain.

Peu d'interventions tiennent compte aujourd'hui du traumatisme que les personnes déplacées ont vécu et continuent de vivre sous la forme de flash-backs récurrents, d'un sentiment de rejet ou d'une

séparation familiale qui se poursuit. Un soutien psychologique est nécessaire à une échelle massive ; mais la voie du rétablissement passe aussi par une tentative de rétablissement d'une sorte de normalité.

Qu'est-ce que la normalité ? Pour de nombreuses personnes qui ont subi des traumatismes causés par un conflit, il s'agit – au-delà du deuil – de la chance de pouvoir aider d'autres personnes, de pouvoir se concentrer sur les besoins des autres plutôt que sur ses propres idées noires ; c'est l'occasion de gagner sa vie et d'être capable de prendre des décisions concernant son avenir. Au cours de plusieurs dizaines d'années de travail avec et au service des personnes déplacées sur plusieurs continents, j'ai découvert une constante dans leurs espoirs. Lorsqu'on leur demande ce qu'elles veulent, les personnes déplacées ne parlent pas de confort matériel, d'abris, de nourriture ou de soins médicaux (bien évidemment, ces éléments de base sont essentiels et ne devraient en aucun cas être minimisés) – mais, ce qu'elles demandent c'est habituellement deux choses : du travail et l'éducation de leurs enfants.

Du travail, qui apporte avec lui la dignité de gagner son propre argent et la dignité de pouvoir décider comment dépenser cet argent ; l'éducation de leurs enfants parce que l'éducation est un facteur d'espoir pour l'avenir. J'ai entendu tellement de parents dire : « Peut-être bien que ma vie est finie, mais mes enfants devraient avoir un avenir et cela signifie d'aller à l'école ». En outre, pour un enfant, le fait d'aller à l'école – même si cette école se trouve dans la carcasse d'un bâtiment bombardé ou dans un camp de réfugiés – signifie un système, une routine, des amis et, espérons-le, un enseignant ou un aidant bienveillant. C'est une voie déterminante vers la normalité, vers le rétablissement après un traumatisme et un moyen pour réussir à gérer ces terribles cauchemars. Ne laissez donc personne vous dire que l'éducation n'est pas une intervention prioritaire pour les déplacés internes ou pour les réfugiés !

De plus, n'oublions surtout pas que le déplacement est la manifestation de cette sinistre réalité qu'est l'impunité, omniprésente et insidieuse en Syrie. Si

septembre 2014

un conflit devait être caractérisé par l'absence de proportionnalité et de distinction, c'est bien la guerre civile syrienne ! Toutes les parties en sont coupables et toutes causent des ravages en toute impunité, mais la prépondérance absolue de la force s'accompagne d'une absence totale de responsabilité. Il est suprêmement ironique qu'un régime qui se soustrait aussi ouvertement à ses obligations de souveraineté et à ses obligations en vertu du droit international humanitaire, se permette d'insister aussi farouchement sur le respect de ses propres droits souverains.

De l'autre côté des frontières de la Syrie, les pays voisins éprouvent des difficultés à répondre aux besoins des innombrables réfugiés qu'ils accueillent aujourd'hui ; le Liban, la Jordanie et la Turquie principalement, mais aussi l'Égypte et même l'Irak ont fait preuve d'une générosité qui va au-delà de ce que l'on était en droit d'attendre. Cependant, après trois ans et demi, ces pays commencent à en subir les contrecoups : augmentation des tensions sociales au sein des communautés d'accueil, concurrence entre ressortissants nationaux et réfugiés syriens pour obtenir des soins médicaux, des abris, de l'eau, des emplois et des places dans les écoles. Des difficultés de cet ordre exigent une attention qui doit dépasser la seule question des réfugiés, afin d'évaluer et de palier les pressions qui pèsent sur les communautés et sur les finances nationales.

Cette année, les gouvernements hôtes et la communauté internationale se sont rassemblés pour tenter de définir une stratégie de réponse intégrée au niveau régional qui tienne compte des complexités multiples de la crise syrienne, en considérant des solutions à long terme comme à court terme, axées tant sur les réfugiés que sur les communautés qui les accueillent. Les pays hôtes doivent réviser leurs politiques instaurées au cours des tous premiers mois de la crise lorsque peu de monde pensait qu'elle allait durer plus de quelques mois. Devrait-on donner aux réfugiés syriens l'autorisation de travailler dans les pays voisins, d'avoir des écoles ou des centres médicaux séparés ? Chacune de ces questions constitue un dilemme pour les pays hôtes qui espèrent que les syriens qu'ils accueillent retourneront un jour en



Une famille de réfugiés syriens à Erbil, en Irak. Les parents de la fille ont payé 100 dollars par personne pour assurer leur sécurité en sortant clandestinement de la Syrie après que leur quartier ait subi des attaques intenses et prolongées. « Ce que je souhaite plus que tout pour mes filles, c'est qu'elles puissent aller à l'école en toute sécurité », confie leur mère.

Syrie. Mais dans quelles Syrie ? Comment préparer les Syriens à rentrer dans un environnement radicalement transformé ? Comment aider les Syriens qui vivent encore dans leur propre pays à protéger leurs communautés, à maintenir en état les systèmes d'eau et d'égouts, les écoles et les hôpitaux alors qu'ils sont constamment menacés, ou à absorber encore davantage de déplacement ? Toutes ces questions ont été soulevées et des solutions créatives sont recherchées pour y répondre. Dans un contexte où les ressources sont limitées, des choix difficiles doivent être faits et des solutions novatrices doivent être trouvées.

La guerre civile traîne en longueur, dans un contexte régional où l'instabilité s'accroît. Le nombre des déplacés va augmenter, comme également le nombre des réfugiés. Les auteurs qui ont contribué à ce numéro présentent tout un éventail de perspectives stimulantes sur le déplacement provoqué par la crise syrienne : des idées, des réflexions, des questions, des solutions, qui donnent à penser et à agir. Alors, bonne lecture.

Nigel Fisher a occupé le poste de Coordonnateur humanitaire régional des Nations Unies en charge de la crise syrienne.

Le titre de cet avant-propos a été emprunté au roman de Kiran Desai publié en 2006.